

Les femmes de l'Europe de l'est à risque dans l'Union européenne

Dans le climat intellectuel actuel qui voit la planète entière comme un champ de bataille politique, il est facile de penser que les femmes occidentales ont réalisé de gains réels dans les dimensions du statut et du pouvoir, car la rhétorique attachée à l'idéologie du système mondial insiste que les valeurs humanistes typiques de l'Occident sont à la base du progrès censé mesurer et encadrer le bien-être individuel. La réalité est toute autre, car cette idéologie mondiale est aveugle à certaines dynamiques qui produisent des écarts importants de pouvoir entre hommes et femmes, entre riches et pauvres.

L'expansion de l'Union européenne qui a eu lieu en 2007 proposait d'ajouter des pays (Roumanie, Bulgarie) à la liste déjà impressionnante de membres de l'EU jadis communistes et pauvres (Pologne, Hongrie, etc.). Le bien-être social et surtout les rhétoriques progressistes qui caractérisent les pays au cœur de l'Union européenne (l'Allemagne, la France, l'Angleterre) sont devenus le modèle pour toute intervention dans la politique sociale de la part de l'Union, surtout celles qui tentent de normaliser la situation précaire de catégories sociales marginales que les nouveaux membres ont amenées à l'Union. Ces derniers, pays de l'Europe de l'Est, ont souvent tenté de renforcer leur solidarité politique en prétendant qu'ils partagent un seul caractère ethnique apparemment homogène; évidemment, cette politique défavorisait des groupes (p.e., les Gitans) qui ne participaient pas dans cette fiction.

Ceci non seulement cache des inégalités importantes entre les hommes et les femmes dans la nouvelle Europe émergente, mais ajoutera à l'appauvrissement, à la malaise et à l'impuissance politique des femmes dans les pays à la périphérie de la Communauté, car leur statut relève de modèles culturels locaux et donc assez résistants aux interventions politiques censées être à l'avant-garde du progrès social venu de l'idéologie occidentale. La condition de la femme dans ces pays va donc s'empirer, car elles, avec quelques exceptions dont la rareté servira d'exemple de progrès, seront davantage ignorées et, ironiquement, victimes des nouvelles politiques censées viser leur épanouissement. En fait, la condition générale des femmes partout en Europe s'empirera due aux nouvelles politiques «pro-européennes» de la communauté.

Les femmes de ces anciens pays communistes portent un bagage culturel et un héritage social lourd. Ces pays, surtout la Roumanie, avaient utilisé le modèle de la famille paysanne comme icône et figure rhétorique pour cacher leurs failles et leurs incapacités de fournir le moindre service à leurs citoyens. Je ne crois pas que ce bagage agit comme tradition ou l'histoire dans le sens classique qu'il soit une présence inerte qui mystérieusement continue à définir les valeurs des individus. Cependant, en utilisant et en mettant en scène des figures rhétoriques basées sur la famille paysanne, les anciens régimes socialistes ont définitivement laissé des traces qui perdurèrent, car elles sont liées aux définitions de l'intimité et de la construction du Soi, des définitions qui, malheureusement du point de vu du bien-être social, sont renforcées par les politiques de la Communauté européenne cherchant de définir son propre espace agir dans une Europe devenue ingouvernable.

Parlons de l'héritage du socialisme: L'idéologie socialiste crée, ironiquement, un champ psychologique partagé qui est censé fonctionner comme engin intégratif du social, mais son universalisme qu'oblige l'adhérence étroite à un modèle unique de la société mène au développement d'une culture non-officielle bien que nécessaire pour soutenir un régime incapable de réaliser ses projets politiques en réalité. Il s'agit, en autres mots, d'une culture parallèle et non reconnue par l'idéologie, mais néanmoins nécessaire pour définir un espace de complicité entre l'individu et le gouvernement également impuissant. C'est proprement cette "intimité culturelle" de l'État, pour reprendre l'expression de Herzfeld, qui agit, métaphoriquement, de colle pour les citoyens constamment déstabilisés par la stérilité de l'idéologie.

L'état joue deux cartes dans ses tentatives de gérer le pouvoir par des moyens culturels. Premier, il utilise officiellement la métaphore du pays comme la famille traditionnelle pour induire l'adhérence psychologique; ceci tente de déplacer la loyauté du citoyen de la patrie censée être une catégorie naturelle au régime socialiste. Cette tentative est renforcée par une propagande suffocante qui proclame les réalisations du peuple comme témoignage du génie national qui a pu s'exprimer par l'entremise des infrastructures gouvernementales. Deux, il utilise tacitement l'image métonymique de la grande famille paysanne pour canaliser l'agir et la pensée dans l'intimité culturelle. Cette utilisation est plus insidieuse, car elle a des conséquences néfastes pour

les femmes. Elle mène à la démonisation des femmes et devient l'engin par lequel le système se reproduit.

Une des conséquences de cette dernière image de la famille paysanne idéalisée était la diabolisation des femmes incapables d'incarner les qualités idéalisées de la femme paysanne soumise, obéissante, et travailleuse infatigable. Étant donné l'écart gigantesque entre les attentes de l'idéologie officielle et la réalité vécue dans le cadre de cette métaphore puissante (car attachée à l'idée de la patrie traditionnelle), les femmes étaient transformées en boucs émissaires pour les défauts du système. Sous cette image, les femmes officiellement valorisées par cette image sont définies comme piliers de la famille et censées être responsables du bien-être familial. Il y a, autrement dit, un déplacement de la manifestation du pouvoir de la politique à l'intimité, avec des conséquences désastreuses pour les femmes dont le rôle de nourrice et protectrice de la famille est continuellement mis à l'épreuve par les défauts du système de production et de distribution.

En fait, il y a plusieurs dimensions à cette démonisation. Le Soi se réalise dans un contexte où le mépris et même la haine des femmes s'accroît continuellement, soit parce que les femmes sont vues comme 'naturellement' inférieures dans un contexte toujours plus patriarcal, soit parce qu'elles sont vues comme socialement déficientes comparées au modèle idéalisé de la femme paysanne-ouvrière (combinant les qualités de ménagères superlatives avec une capacité aiguë de produire des bébés ou de travailler comme une "héroïne de la révolution"), soit parce qu'elles sont vues comme rejetant le modèle socialiste projeté sur la patrie 'traditionnelle' et s'identifiant avec des modèles 'occidentaux' ou 'bourgeois', soit – et ceci souligne l'ironie et la stérilité du projet socialiste – parce qu'elles sont vues comme *trop conformes* au modèle socialiste (en Roumanie, telles femmes étaient appelées des "vaches" pour leur comportement docile et conformiste). La multiplicité de raisons particulières invoquées est preuve que le féminin était la catégorie sémiotiquement non-marquée mais néanmoins négative dans le discours officiel patriarcal. Dans cet espace sémiotique dichotomique, appuyé par la polarisation politique ("ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous"), par le manque de consensus social, et par l'obligation de développer un Soi duplicitaire, la production du Soi générerait une forme de

schizophrénie identitaire qui se manifestait dans l'agression structurellement orientée contre les femmes.

Et il ne faut pas oublier que l'oppression des femmes ne passe pas uniquement par les hommes, car la soi-disant valorisation des femmes par l'unique canal disponible, de se transformer en super-mères, a obligé la majorité des femmes pauvres et culturellement défavorisées d'adopter ce statut semi-officielle comme protection contre l'agression et l'oppression. Autrement dit, beaucoup de femmes n'avaient aucun choix sauf s'identifier avec le seul statut qui leur était à disposition, et donc elles sont souvent devenues par inadvertance des défenseurs farouches du statu quo, critiquant les autres femmes qui déviaient du modèle idéalisé. Tels statuts ne sont pas uniquement des masques publics. En politisant un trait primordial pour la définition de la féminité, le socialisme a créé toute une génération de femmes autocensurâtes qui ont investi uniquement dans le statut de mère et non comme épouse, et qui ont valorisé leur propre Soi ainsi, et qui ont transmis ces valeurs de mépris des hommes à leurs enfants.

Aujourd'hui, quasiment 20 ans après la soi-disant révolution, la situation a changé pour le pire, car les attentes et les modèles censés encadrer la catégorie 'femme' dérivent largement d'images venant de l'Occident, des images véhiculées par les médias et donc qui ne tiennent aucunement compte de la réalité occidentale. Le nouveau social censé être plus ouvert issu de la soi-disant liberté d'agir et de penser a effectivement anéanti l'espace de manœuvre informel qu'existait d'antan. Aujourd'hui, cet espace est apparemment légitime et ouvert, et donc on prétend que les femmes contemporaines possèdent le même capital social que les femmes de la classe moyenne occidentale, la même capacité d'agir dans un social où être mère est souvent dévalorisée. En fait, la classe moyenne occidentale n'a jamais existé dans l'isolement, car elle a toujours eu la collaboration implicite des gouvernements occidentaux qui, pour leur part, demandaient et recevaient la légitimité et l'appui politique. C'est-à-dire que les classes moyennes occidentales existent en partie pas dans un régime économique, mais dans un régime politique partiellement caché par l'idéologie de l'accomplissement individuel qu'insiste que sa réussite soit uniquement économique sans l'appui des technologies gouvernementales. Autrement dit, c'est une fiction que les individus, inclut les femmes, se réalisent par leurs propres moyens psychiques et par leurs propres forces, mais cette fiction est appuyée tacitement par les ensembles culturels de

penser l'individu et par des institutions gouvernementales qui renforcent cette tendance individualiste.

En contraste, il n'y a pas de classe moyenne digne du nom dans ces pays, et donc les femmes font face aux mêmes problèmes – élever les enfants, travailler, tenir la maison, sans les institutions de bien-être social ou la collaboration des hommes qui permettent aux femmes occidentales d'accomplir ces tâches difficiles. Autrement dit, les femmes dans ces nouveaux membres de la Communauté sont devant l'obligation d'abandonner le statut devenu 'traditionnel', d'être mère, un statut qui a été incorporé et enraciné dans toute définition du Soi féminin, afin de participer dans un nouveau régime psychologique où la valorisation du Soi est censée passer par d'autres canaux. Ceci mène à des stress incroyables pour ces femmes.

Le vrai problème est le fait de passer de la tradition, même celle liée au soi-disant socialisme progressif, à la condition postmoderne, et par ceci je ne veux pas souligner une façon politique de penser le monde, mais une façon de le vivre, c'est-à-dire que la classe moyenne partout dans le système mondial subit des pressions menant à un appauvrissement inévitable et à un déclin de son pouvoir politique, car les instances politiques où les voix se font sentir ne sont plus les institutions nationales mais des parcours difficilement identifiables.

Pour les femmes occidentales, le parcours ne s'annonce pas mieux, même si certaines d'entre elles évidemment vont réussir à mieux s'insérer dans les structures locales. Pour les femmes de la classe moyenne, il y a une pression croissante qui a deux sources, le cosmopolitisme et les politiques de l'Union européenne.

The longstanding cleavage (since the 13th century) between central governments politically dependent on an agrarian feudal base and relatively autonomous cities controlled by bourgeois oligarchies has given rise to the category of the seemingly 'free' urbanite, who is of course not so much free as playing out a ritual whose complex semiotics blur the line between resistance and complicity. In other words, European cities have long been sites of a ritualised struggle to control place and memory, and, therefore, to control the behaviour and attitudes of urban residents who for an equally long time, armed with the label of 'free' urban citizen, resisted being transformed

into pawns of state centralisation. This institutionalised antagonism has today become much more complicated and ambiguous due to the effects of globalisation and EC cultural policies. It is no longer automatically "embedded" (Hannerz 1999:328) in daily life or "naturalised" in political culture (Yanagisako and Delaney 1995).

In the European context, globalisation means cosmopolitanism, which implies the (doubtful) power to choose identities (Hannerz 1996) and especially to emancipate oneself (partially) from the embodied complicity inherent in modern national cultures (cf. Buruma and Margalit 2004) when people acquire specialised and marketable knowledge and skills ("professionalisation"; Isin 2002). Its sources may indeed be in transnational flows, as Appadurai argues (1996:49), but its transnational implications are irrelevant to deeply locally rooted people. Appadurai, like many scholars of 'deterritorialisation' and of 'mobile sovereignties', carefully selects his examples from the margins of the world system, where people have fewer life choices and therefore have more limited responses to transnational flows. In the core EC region, however, members of the threatened middle-class add 'international' patterns of consumption to their personae, augmenting their social capital and hence bolstering their status. Cosmopolitanism is no longer an elite phenomenon (cf. Friedman 1995).

Admittedly, this is hard to document because these trends are evolving. More income is spent on housing (including fuel and power) than on consumables such as food, clothes and toiletries, so we are examining changes to a relatively small proportion of total household expenditure. Nonetheless, nearly one-third of Europeans have changed their eating habits in the last three years (Kyprianou and Almunia 2006:79) to favour a more expensive 'Mediterranean' diet, despite the fact that food prices rose slightly more than the consumer price index (Ibid.:86). "Increased leisure, in the form of more foreign holidays and a larger number of trips to restaurants has resulted in higher consumer awareness as regards foreign foods and drinks" (Ibid:74). But from the same paragraph we find, "... the increasing share of Europe's population in active employment and the growing number of large supermarkets has generally led to a reduction in the average number of shopping trips that are made for food each week" (Ibid.:74). In other words, Europeans are working more *and* have more leisure time, which they spend on more international holidays, which, according to this EC report, allegedly fuels the demand for

'international' foods (this is circular reasoning, obviously). There is also a phenomenal increase in the number of stores and restaurants with Italian names (except for Italy, of course, where American names reign), even when the stores and restaurants do not offer Italian products. Why these small but significant changes?

The costs of the Community's Europeanization policies have made it difficult if not impossible for the middle class to continue its usual strategy of climbing the social ladder by aping elite manners. Estimates of these costs vary from £32 (the EC claim) to £873 (claimed by a British think tank).¹ This includes direct taxes and hidden costs to meet EC standardisation (house wiring, business systems, etc.). For example, many formerly 'grey market' smaller services are billed explicitly by people afraid of more vigilant governments now obliged to meet EC standards of fiscal responsibility. Moreover, EC agricultural policies of quotas offset by subsidies may have increased food costs by 25% to 80%.²

Normally, refined behaviour that signalled a jump in status had to be validated by material signs of superior rank – a country house, old furniture, elegant clothes, a tonier address, vacations in the mountains. These are increasingly beyond the reach of the middle class. In fact, it is the older class dynamics described a generation ago by Bourdieu (1984) that are disappearing as cosmopolitanism and the EC create a patchwork of new identity signs. There is, however, a complication: choosing the more costly 'cosmopolitan' option limits investments in traditional markers that the middle class has not completely abandoned – good schools, a 'proper' address, etc. This dilemma weakens people's emotional investment in national political cultures seen as no longer able to guarantee traditional status structures and practices, pushing people further along the cosmopolitan spiral. It is the European version of American Bobo (Bourgeois Bohemian) slumming with homeboy fashions described by Brooks (2000).

¹ <http://ec.europa.eu/unitedkingdom/> (4-09-06).

² http://en.wikipedia.org/wiki/Common_Agricultural_Policy#Artificially_high_food_prices (04-09-06).

This dynamic is complicated by Europeanisation, which reorients national cultures toward standardised definitions of social space. Europeanisation claims to celebrate national cultures,³ but only those sectors that are attached to very explicit ideological discourses – 'historic' period architecture, museum (or 'national') art, 'efficient' and 'rational' urban planning. Under the guise of celebrating local history by 'restoring' public spaces, the EC is establishing a hyper-historically 'correct' 19th century architectural baseline as a point of aesthetic reference that distances people from the immediacy of 'their' urban places. Moreover, the ideological subtext of 'high' culture (cf. Gellner 1983) targeted by the EC ignores traditional cultural dynamics ('cultural intimacy', in Herzfeld's felicitous formulation, 1997) that once blended 'official' and 'low' culture (eating, dressing and even sexual performance) to produce 'national' stereotypes, often complex and contradictory but nonetheless efficient in defining a nebulous space where the ritualised combat of complicity and resistance between 'oppressive' State and 'free' citizen took place. People are finding it difficult to claim 'their' traditional public spaces increasingly dominated by cosmopolitan signs yet semiotically denatured by EC policies of hyper-historic realism that establish a mythified *belle-époque* as an aesthetic baseline far removed from the present.

My hypothesis is that this vicious circle has transformed intimate identity into a new battlefield that undermines people's 'traditional' reaffirmation of the intimate Self vis-à-vis State management. This pushes people to break with 'national' culture and 'local' tradition to reinvent themselves *and* the public spaces they inhabit. The consequences for individual status and identity can be catastrophic as local spaces become redefined in terms of distant places (cosmopolitanism) and a distant time (aesthetic hyper-correctness). This process is inseparable from changes to more 'private' aspects of the Self: dress, food (usually associated with private

³ For example: "Diversity is one of the defining features of the enlarged European Union. With the prospect of further enlargement ahead, differences such as those in living conditions, quality of life and cultural traditions are likely to be more pertinent than ever. While the nurturing of cultural diversity lies at the heart of the European ideal, fostering greater cohesion is also a central priority" (European Community 2005b:3).

space but also attached to the local in terms of shopping and by its 'traditional' regional signification) and entertainment.

Le résultat est la production de modèles occidentaux toujours plus élaborés et davantage difficiles à réaliser, surtout pour les femmes de l'Europe orientale. Les choix toujours plus cosmopolites et individualistes des femmes de l'Occident peuvent difficilement se réaliser pour une minorité qui possède déjà un capital social et financier assez impressionnant. Pour les autres, la majorité, et pour les femmes orientales, ces choix sont complètement hors de leur portée. Le résultat sera la création de deux Europes, une riche et assez conforme aux images dérivant de l'idéologie du système mondial, et l'autre toujours plus pauvre et caractérisé par une mobilité sociale limitée ou même absente. Dans ce cadre, les femmes ne peuvent prétendre aucun gain réel de statut et de pouvoir découlant de l'adhésion de leur pays à l'EU.